

Enjeux urbains et des transports en Suède

Lettre d'information du Service économique régional de Stockholm

n°13 – 10 février 2017

Enjeux urbains

Réforme de la politique du logement. Le Ministre suédois du Logement et du Numérique, Peter Eriksson, a dévoilé les nouvelles pistes de réformes envisagées afin de favoriser la mobilité sur le marché immobilier et la construction de logements. Il souhaite notamment examiner avec attention la proposition récemment formulée par la Chambre de Commerce de Stockholm consistant à exonérer d'impôts la location d'espaces inutilisés dans une maison ou un appartement. Le Ministre a également annoncé le lancement de plusieurs études visant à (1) explorer les modalités d'introduction d'une nouvelle aide à la personne pour les ménages en difficulté, (2) examiner les conditions d'introduction d'une aide à la pierre, (3) identifier les terrains constructibles dont l'Etat est propriétaire qui sont susceptibles d'être vendus aux collectivités locales en échange de leur engagement à construire de nouveaux logements et (4) assouplir la réglementation en matière de planification urbaine. Pour finir, le Ministre a également évoqué la possibilité de réformer l'impôt sur les plus-values immobilières (*Reavinstskatten*).

Foncier constructible. Entre 2013 et 2016, le volume des transactions de foncier constructible a été multiplié par près de 20, passant de 2 MdsSEK (environ 210 M€) en 2013 à 19 MdsSEK (2 Mds€) en 2016. Selon Datscha, société d'analyse et d'information immobilière, 70% de ces transactions ont été réalisées dans un but de construction de nouveaux logements et la Suède devrait connaître des volumes de transactions encore plus importants en 2017 compte-tenu de la progression attendue du foncier vendu par l'Etat (voir ci-dessus). Un peu moins de la moitié du volume de transactions (8 MdsSEK) a été réalisé dans les communes de Stockholm et Göteborg.

Enjeux des transports

LGV. La Commission Wessberg (*Sverigeförhandlingen* en suédois), qui instruit le projet de construction de deux LGV en Suède, a publié une tribune dans la presse suédoise le 3 février afin de proposer 5 mesures qui devraient permettre de diminuer le coût total du projet de LGV pour les contribuables suédois. Ces mesures consistent à (1) favoriser les techniques à même de générer des économies, (2) revoir les participations de l'Etat dans certaines sociétés suédoises et envisager son retrait de l'actionariat de Telia (ce qui permettrait de débloquer 60 MdsSEK), (3) privilégier la réalisation de tronçons longs et cohérents afin de créer des économies d'échelle et de limiter les solutions temporaires, (4) fixer des exigences plus importantes sur le design des rames de train afin de limiter les nuisances sonores et les dépenses en matière de murs anti-bruit, (5) envisager le recours aux PPP pour boucler le financement du projet. Hans Wessberg et son adjointe Catharina Håkansson Boman estiment que ces solutions pourraient entraîner une diminution du coût total du projet, ramené à 140 MdsSEK à la charge du contribuable (contre 230 MdsSEK selon les dernières estimations de *Trafikverket*).

Ponctualité. Selon Trafikverket, le réseau ferré suédois ne parviendra pas à atteindre l'objectif de ponctualité fixé par le gouvernement qui prévoit qu'en 2020 95% des trains arrivent à l'heure. En 2016, 90% des trains suédois sont arrivés à destination à l'heure ou avec un retard inférieur à 5 minutes ; un niveau qui est resté stable sur les trois dernières années bien que le nombre de passagers sur le réseau a augmenté de 2,5%. Cependant, ces résultats connaissent des grandes variations selon les types de trains observés : seulement 77% des trains longue distance et des trains de marchandises sont arrivés à destination à l'heure en 2016, contre 88% des trains régionaux et 94% des trains locaux. La plupart des retards répertoriés par *Trafikverket* sont dus à des problèmes techniques sur les voies.

Secteur aérien. Le gouvernement a présenté sa nouvelle stratégie pour le secteur aérien (*en svensk flygstrategi*) fin janvier 2017. Elle s'articule autour de six propositions : (1) la création d'un conseil dédié à l'aéroport d'Arlanda (*Arlandarådet*) dont la mission sera de concevoir une stratégie de développement pour l'aéroport international de Stockholm, (2) la possible introduction d'une taxe aérienne, (3) une meilleure coopération entre les acteurs du transport aérien afin d'assurer des conditions de concurrence équitables dans le secteur, (4) une meilleure articulation entre les aéroports suédois pour améliorer leur accessibilité, (5) une réflexion autour du système d'aides destinées aux aéroports de petite taille, (6) rendre le secteur aérien suédois plus innovant et renforcer les exportations suédoises dans l'industrie aéronautique.

Logistique. La Ministre des Transports lance un travail préliminaire visant à établir une stratégie pour le transport de marchandises et la logistique en Suède. Les premiers échanges avec les acteurs du secteur vont être organisés dans les semaines à venir. Trois thèmes principaux sont identifiés à ce stade : la protection de l'environnement, le développement de l'industrie et des exportations ainsi que la réglementation du marché du travail.

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette lettre d'information, réalisée à partir de sources publiques d'information.

Responsable de publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Relecture : Romain Saudrais (SER)

Réalisation : Thomas Charrier (SER)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm